

***REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)***

Marché n° IRENE 25-01

(arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur
les marchés publics des organismes de sécurité sociale)

APPEL D'OFFRES OUVERT

Objet du marché : Marché passé dans le cadre d'un groupement de
commandes des Urssaf de l'inter-régions Nord-Est

Marché mutualisé de prestations de service relatif au
nettoyage des locaux et des vitreries des Urssaf Alsace,
Lorraine, et Champagne-Ardenne.

16, rue Contades – 67300 SCHILTIGHEIM
Tél. : 03.89.35.13.46
Courriel : pam.irene@urssaf.fr

Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Adresse postale :
Urssaf HD- TSA 99999 – 67945 STRASBOURG CEDEX 9

Date et heure limites de réception des offres : Mercredi 16 juillet 2025, à 11H00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN LOTS	6
ARTICLE 4 – GROUPEMENT.....	6
ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 6 - VARIANTES	7
ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	7
ARTICLE 8 – CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 9 – MODALITES FINANCIERES ET DE FINANCEMENT.....	7
ARTICLE 10 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
ARTICLE 11- JUGEMENT DES OFFRES.....	13
ARTICLE 12 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE D’OFFRE	15
ARTICLE 13 – VISITE DES LOCAUX.....	16
ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16
ARTICLE 15 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	17

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passée dans le cadre d'un groupement de commandes relatif à l'exécution des prestations de nettoyage des locaux et des vitreries des Urssaf Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne, membres du groupement de commandes de l'inter-régions Nord-Est (IRENE).

Elle concerne les 8 sites des 3 Urssaf énumérées ci-dessous :

Organisme	Adresse	Référents site
URSSAF ALSACE	Site du Bas Rhin – Siège Social 16, rue Contades 67300 SCHILTIGHEIM	Xavier ADAM 03.88.18.52.12 logistique.strasbourg@urssaf.fr

Organisme	Adresse	Référents site
URSSAF LORRAINE Référént marché Chantal LANBLIN 03 83 92 35 30 chantal.lanblin@urssaf.fr	Site de la Meurthe et Moselle 230, avenue André Malraux 54601 VILLERS LES NANCY CEDEX	M. FERHI 06 37 34 83 14 abdeslem.ferhi@urssaf.fr
	Site de la Meuse 1, rue de Popey CS 30503 55000 BAR LE DUC CEDEX	M. PLATINI Jean-François 06 84 61 59 45 jean-francois.platini@urssaf.fr
	Site des Vosges 6, avenue Pierre Blanck CS 30001 88085 EPINAL CEDEX 9	M. MARCHAL 03 29 68 03 77 06 37 35 83 14 herve.marchal.epinal@urssaf.fr

Organisme	Adresse	Référents site
URSSAF CHAMPAGNE-ARDENNE Référent marché Sophie TRIPOGNEY 06 74 35 70 65 03 25 49 45 72 Sophie.tripogney@urssaf.fr	<u>Site des Ardennes</u> 34 bis, rue Ferroul 08012 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX	Stéphane DENNEVAL 03.10.43.92.22 06.27.06.75.17 stephane.denneval@urssaf.fr
	<u>Site de l'Aube</u> 26, rue Courtalon 10080 TROYES	Yannis LOURENCO 03 25 49 45 74 06 89 95 51 16 Yannis.lourenco@urssaf.fr
	<u>Site de la Haute Marne</u> 4, Place Aristide Briand BP 2063 52903 CHAUMONT CEDEX 9	Yannis LOURENCO 03 25 49 45 74 06 89 95 51 16 Yannis.lourenco@urssaf.fr
	<u>Site de Reims Pingat</u> 11 rue André Pingat 51100 REIMS	Jonathan GENET 03.51.00.02.76 07.64.57.97.06 jonathan.genet@urssaf.fr

En application des dispositions des articles L2113-6 et suivants du code de la commande publique, les membres du groupement ont désigné l'Urssaf Alsace en qualité de coordonnateur du groupement en vertu de la convention constitutive de groupement de commandes relative aux prestations de nettoyage des locaux et des vitreries signées le 19 mars 2025.

L'Urssaf Alsace est chargé de mener à bien l'ensemble de la procédure de passation au nom et pour le compte des autres membres du groupement.

Chaque organisme membre, par le biais de son référent, suit l'exécution des prestations du présent marché en liaison directe avec le personnel du titulaire retenu.

Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P), le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) propre à chaque lot et leurs annexes renseignent toutes précisions relatives à l'exécution de ces prestations.

ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2.1 - PROCEDURE

La présente consultation est soumise à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de Sécurité sociale et aux dispositions régissant les marchés publics de l'Etat.

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Cette consultation sera passée en application des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique relatifs aux accords-cadres.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14.

La classification CPV est la suivante :

- 90911000 Services de nettoyage

2.2 - FORME

La présente consultation est un accord-cadre alloti avec un minimum exécuté conformément aux dispositions des articles L2113-10 et suivants et R2113-1 et suivants du code de la commande publique.

Chaque lot fera l'objet d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire avec une partie fractionnée à bons de commande relative à des prestations exceptionnelles ou complémentaires.

2.3 – DUREE DU MARCHÉ

L'exécution des prestations est faite de façon récurrente afin de répondre à l'objectif de propreté attendu et de l'obligation de résultat qui en découle.

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois, à compter du 1^{er} janvier 2026.

A l'issue de cette période, il sera reconduit annuellement et tacitement, à sa date anniversaire, par période de 12 mois, au maximum 3 fois.

Il peut être mis fin à chaque marché pris séparément, sans indemnité, chaque année, à la date anniversaire de sa notification, à charge pour la partie qui en prendra l'initiative d'en informer l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au plus tard QUATRE (4) mois avant la date anniversaire de ladite notification.

En tout état de cause, le marché ne pourra s'exécuter au-delà d'une durée maximale de 48 mois, toutes reconductions confondues.

ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN LOTS

Les prestations sont réparties en huit (8) lots séparés.

Chaque lot fera l'objet d'une attribution séparée.

Une même entreprise pourra présenter une candidature pour un ou plusieurs lots :

Lot n °1 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Champagne-Ardenne, site des Ardennes

Lot n °2 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Champagne-Ardenne, site de l'Aube

Lot n °3 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Champagne-Ardenne, site de la Haute-Marne

Lot n °4 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Champagne-Ardenne, site de Reims Pingat

Lot n °5 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Alsace site du Bas-Rhin

Lot n °6 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Lorraine site de la Meurthe-et-Moselle

Lot n °7 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Lorraine site de la Meuse

Lot n °8 : Nettoyage des locaux et des vitreries de l'Urssaf Lorraine site des Vosges

ARTICLE 4 – GROUPEMENT

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (solidaire ou conjoint).

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des candidatures et la signature du marché.

L'Entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit au candidat de présenter pour un même marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Il est également interdit au candidat de se présenter pour un même marché en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 5 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 6 - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, les modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 8 – CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Dans ce cadre, **le titulaire s'engage à réaliser le nombre d'heures d'insertion et de formation à destination du public éloigné de l'emploi et éligible à la clause sociale, porté à l'acte d'engagement.**

ARTICLE 9 – MODALITES FINANCIERES ET DE FINANCEMENT

9.1. CONDITION ET MODE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT

Les marchés seront financés sur les fonds propres de chaque organisme Urssaf de l'inter-régions Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne.

La dépense afférente à l'exécution des prestations de la présente consultation est inscrite au budget de chaque organisme membre du groupement.

Conformément aux articles L2192-10 et suivants du code de la commande

publique et à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception des factures. Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

9.2 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

9.3 - UNITE MONETAIRE

L'unité monétaire utilisée pour la conclusion et l'exécution du marché est l'Euro (€).

ARTICLE 10 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français.

a. DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'Urssaf Alsace accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché, en lieu et place des documents exigés ci-dessous.

L'Urssaf Alsace autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour exécuter le marché, sans fournir d'autres informations particulières.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen déjà utilisé dans une précédente procédure mais doivent dans ce cas confirmer que les informations y figurant sont toujours valables.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

b. CANDIDATURE

➤ **Justificatifs relatifs à la situation juridique (article R2143-3 du code de la commande publique)**

1. Une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et qui précisera si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres.

2. Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise
3. Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner,
4. Une déclaration indiquant que le candidat est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

NB : Les imprimés DC1 et DC2 du ministère des Finances et de l'économie peuvent être utilisés et sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

5. Si le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
6. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
7. Des déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

➤ **Justificatifs relatifs aux références professionnelles et à la capacité technique (articles R2142-13 et R2142-14 du code de la commande publique)**

8. Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
9. Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; **les coordonnées et contact des référents sont exigés.**
10. Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services par des références à certaines spécifications techniques.
11. Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

➤ **Candidature groupée**

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant.

Si le candidat veut justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

➤ **Sous-traitance**

La sous-traitance est possible dans les conditions prévues aux articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique

Tout sous-traitant présenté avant la notification du marché devra produire les documents et garanties exigées au présent document.

➤ **Justificatifs fiscaux et sociaux**

L'Urssaf Alsace, préalablement à la notification du marché, demandera par tous moyens au candidat retenu de transmettre les copies certifiées conformes des justificatifs fiscaux et sociaux prévus par le code de la commande publique.

Le candidat bénéficiera de 8 jours calendaires pour remettre ces pièces.

Le marché (ou accord-cadre) ne pourra être notifié au candidat que si celui-ci produit, dans le délai imparti, ces documents.

Le titulaire du marché devra fournir les documents relatifs aux obligations sociales et assurances, tous les 6 mois, via le site [E-ATTESTATIONS](#) utilisé par les Urssaf de l'inter-régions Nord-Est.

Une présentation est disponible [Pour les déclarants \(e-attestations.com\)](#).

➤ **Documents et informations préalablement transmis**

Conformément aux dispositions de l'article R2143-14 du code de la commande publique, l'Urssaf Alsace précise que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

➤ **Attestation d'assurance pour risque professionnel**

➤ **Attestation de visite des locaux annexée à l'acte d'engagement**

N.B. Cette attestation de visite des locaux est **OBLIGATOIRE**. Son absence entraînera ipso facto le rejet de la candidature de l'entreprise.

Les candidats doivent prendre rendez-vous auprès de chaque référent site pour visiter les locaux. Le référent organisme peut décider de dispenser une société de la visite des locaux.

Le contact téléphonique de chaque référent est indiqué en page 3 et 4 du présent document.

C. OFFRE

Sous peine de rejet de l'offre, les candidats produisent un dossier complet comprenant a minima les documents suivants :

1. Un acte d'engagement complété et ses annexes par lot soumissionné
 - Le corps de l'acte d'engagement comprenant le tableau du prix global et forfaitaire annuel de la prestation de base (article 5.1 de l'acte d'engagement) et le tableau du prix des prestations exceptionnelles et complémentaires (article 5.2 de l'acte d'engagement)
 - Les annexes 1 Cadre de réponses et 2 relatives à la sous-traitance

Chaque Acte d'Engagement sera obligatoirement signé en original dès lors que le classement des offres sera validé par le pouvoir adjudicateur (article R2182-1 du code de la commande publique).

En cas de groupement, l'acte d'engagement constituant l'offre des candidats est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché. Dans ce dernier cas, la convention de groupement devra être jointe audit acte d'engagement.

2. Un mémoire technique devra également être joint en complément à l'acte d'engagement et détailler les informations relatives à celui ci, ainsi que toute information que le candidat jugera utile à l'appui de l'analyse son offre.

Afin de permettre à l'Urssaf Alsace de vérifier la conformité des offres et d'apprécier la valeur technique des offres par rapport à l'ensemble des points exprimés aux CCTP, les candidats fourniront un mémoire technique indiquant notamment :

- Moyens humains alloués à la prestation (qualifications du personnel, gestion du remplacement du personnel etc)
- Moyens techniques proposés à la prestation (équipements, produits, stock etc)
- Méthodologie d'entretien des surfaces

- Eléments relatifs au développement durable et au contrôle pour l'évaluation de la qualité
- Eléments relatifs à la performance sociétale

d. CONFIDENTIALITE ET RGPD

Le caractère confidentiel des informations transmises aux Urssaf de l'inter-régions Nord Est par les candidats à la présente consultation, quelles qu'en soient la nature et la forme, sera strictement préservé. Seules les personnes habilitées à les traiter dans le cadre de la procédure de marché public en cours en auront connaissance.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à n'utiliser les informations qu'en vue de l'analyse des candidatures et des offres soumises et s'engage à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à l'exception de ses autorités de contrôle, à ne pas les publier, ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit, sauf pour satisfaire l'obligation d'information posée par l'article R.2181-1 du code de la commande publique.

Il est précisé que, en ce qui concerne les marchés publics qui seront signés, celui-ci et les pièces s'y rapportant deviendront des documents administratifs communicables. Toutefois le droit de communication de ces pièces à toute personne non-partie au marché s'exerce dans le respect du secret en matière industrielle et commerciale.

Les données personnelles recueillies dans le cadre du présent appel d'offres font l'objet d'un traitement par le pouvoir adjudicateur en sa qualité de responsable de traitement.

Les finalités de ce traitement sont d'une part de vérifier la réalité des pouvoirs des signataires, d'assurer une mise en relation directe entre le pouvoir adjudicateur et les représentants du titulaire ; et d'autre part de s'assurer des capacités techniques à exécuter la prestation pour ce qui concerne les autres intervenants.

Ce traitement de données est nécessaire à l'exécution du marché public en cas de candidature fructueuse.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur conserve les pièces constitutives du marché public pour une durée de cinq (5) ans pour les marchés publics de fournitures et de services, et de dix (10) ans pour les marchés publics de travaux, de maîtrise d'œuvre ou de contrôle technique à compter de la fin de l'exécution du marché public.

En cas de candidature infructueuse, le pouvoir adjudicateur conserve les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la date de la signature du marché public.

Les destinataires de ces données personnelles sont le service achats, la commission en charge de l'analyse des offres et autres personnes chargées de suivre les marchés dans la limite de leurs compétences.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés, du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016, chaque candidat dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent ainsi qu'un droit d'opposition, du droit à la limitation du traitement et à l'effacement dans le cadre autorisé par le Règlement Européen. Ces droits peuvent être exercés en adressant une demande par courrier aux référents des organismes dont les adresses postales figurent à l'article 1^{er} du présent document.

ARTICLE 11- JUGEMENT DES OFFRES

11.1 - RESPECT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment aux Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières. Ces documents ne peuvent être ni modifiés ni faire l'objet de réserves sous peine de rejet de l'offre.

L'attention des candidats est également attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

11.2 - CRITERES DE CHOIX DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Jugement des candidatures

Avant tout examen des candidatures, en cas de pièces mentionnées à l'article 3 manquantes ou incomplètes, il pourra être fait application des articles R2144-1 à R2144-6 du code de la commande publique, pour tous les candidats concernés, qui pourront compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous, à compter de la date de demande par l'Urssaf Alsace. Le délai sera communiqué au moment de la demande adressée par l'Urssaf Alsace.

L'analyse des candidatures est effectuée par le pôle achats marchés inter-régional de l'Urssaf Alsace sur la base des garanties, des capacités financières et techniques et des capacités professionnelles des candidats.

Jugement des offres

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les candidats avant la date limite fixée.

Le montant hors TVA des prestations figurant dans l'acte d'engagement lors de l'ouverture des plis prévaudra sur toutes autres indications.

L'offre retenue sera celle jugée économiquement la plus avantageuse en fonction des critères pondérés, énoncés ci-dessous, par classement décroissant :

Critère 1 : valeur technique 60%

Sous critère 1 – Personnel sur site <ul style="list-style-type: none">❑ Effectifs et qualification pour le personnel d'encadrement et d'exécution❑ nombre d'heures totales annuelles pour le personnel d'exécution et d'encadrement❑ gestion du remplacement du personnel	25%
Sous critère 2 – dotations en matériel et en produits <p>Appréciées au regard</p> <ul style="list-style-type: none">❑ de l'équipement (en rapport avec les prestations) proposés pour chaque lot.❑ description des produits❑ fiches sécurité des produits	10%
Sous critère 3 – Qualité des prestations <ul style="list-style-type: none">❑ procédure de contrôle et d'autocontrôle en matière de qualité des prestations❑ fiche de contrôle proposée❑ mise en œuvre d'un plan d'action pour le suivi des prestations❑ mesures prévues pour assurer l'hygiène et la sécurité sur le site	10%
Sous critère 4 - Performance environnementale <p>Seront appréciées :</p> <ul style="list-style-type: none">❑ Utilisation de produits écolabellisés❑ Proportion de produits rechargeables utilisés❑ Consommation en eau et en énergie des matériels utilisés❑ Formation à la bonne utilisation des produits	7.5%
Sous critère 5 – Social <ul style="list-style-type: none">❑ Nombre d'heures d'insertion professionnelle❑ Parité Femme-Homme❑ Formations proposées	7.5%

Critère 2 : Prix (40%)

Sous critère 1 – valeur financière des offres <ul style="list-style-type: none">❑ Coût des prestations de base❑ Coût des prestations complémentaires	35%
Sous critère 2 – Cohérence de l'offre <ul style="list-style-type: none">❑ Cohérence du coût horaire proposé❑ Rendement m²/heure	5%

Modalités d'attribution du marché

L'attribution se fera lot par lot.

Seul le candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sera retenu au terme de l'analyse des offres de chaque lot, sous réserve de la production des certificats et documents demandés à l'article 9 du présent document dans un délai de 8 jours francs à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur.

Si un candidat retenu ne peut produire les certificats précités, son offre est rejetée et la même demande est alors faite au candidat suivant dans le classement.

À tout moment, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.

ARTICLE 12 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE D'OFFRE

12.1 – TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Le dépôt de l'offre et de la candidature devra se faire via le site de la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) dans un seul et même fichier.

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus. Pour constituer son offre, le candidat devra transmettre des fichiers établis selon l'un des formats suivants : .doc (Word version 2003) ; .xls (Excel version 2003) ; .pdf ; .zip

Les transmissions de plis dématérialisés par courriel ne sont pas autorisées.

Lorsque le pouvoir adjudicateur détecte dans un document transmis par voie électronique un programme informatique malveillant (virus), il procède selon les modalités fixées dans les arrêtés visés ci-dessus. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera rematérialisée, si nécessaire, par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la première

La signature électronique de ces documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

12.2 - TRANSMISSION D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats peuvent effectuer une transmission par voie dématérialisée de leur candidature et offre et envoyer en parallèle, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents à l'adresse suivante :

Urssaf Alsace
M. le directeur
Pôle achats marchés IRENE

- Adresse postale : URSSAF HD TSA 99999 67945 STRASBOURG CEDEX 9
- Adresse physique : 16 rue Contades 67300 SCHILTIGHEIM

Le candidat devra placer la copie de sauvegarde dans un pli scellé comportant la mention lisible " copie de sauvegarde ".

Si la copie de sauvegarde est transmise sur un support physique électronique, les documents seront rematérialisés si nécessaire.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par le pouvoir adjudicateur interviendra dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

ARTICLE 13 – VISITE DES LOCAUX

La description et les chiffres figurant aux CCTP sont donnés à titre indicatif.

Les candidats sont invités à se rendre OBLIGATOIREMENT sur place pour visiter les locaux et apprécier ainsi les conditions dans lesquelles ils auront à effectuer leurs prestations et évaluer l'importance des superficies concernées, notamment pour les sols et les vitres.

La visite préalable au dépôt des offres est obligatoire. Un manquement à cette obligation entraîne l'élimination du candidat, sauf dispense écrite.

La visite des sites se fera après prise de rendez-vous avec les responsables de chaque site (liste des référents et adresses à l'article 1 du présent document).

Le cadre des attestations de visite fourni aux candidats et sur lequel figurent les coordonnées des responsables de sites devra être rempli et retourné obligatoirement avec l'offre.

ARTICLE 14 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande écrite.

Les candidats utiliseront les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>) pour demander des renseignements complémentaires.

Les demandes de renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont à transmettre six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Renseignements d'ordre administratif

Pôle Achats et Marchés Inter-régional Nord-Est

Téléphone : 03.89.35.13.46

pam.irene@urssaf.fr

ARTICLE 15 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- un acte d'engagement (AE) par lot et ses annexes ;
- un cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- le présent règlement de consultation.

A Schiltigheim, le 20/05/2025

Le Directeur adjoint,
P/Représentant du pouvoir
adjudicateur,

Cédric RICHERT